

# SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

## COMITÉ SYNDICAL DU 26 MARS 2025

Convocations adressées le : Jeudi 20 mars 2025  
Nombre de délégués titulaires présents : 06  
Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 02  
Nombre de pouvoirs attribués : 0  
Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 08  
Nombre de titulaires en exercice : 14

### Titulaires présents :

Christophe BOULANGER ; Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS ;  
Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Christian GATARD ; Brigitte PINEAU.

### Suppléants à voix délibérative :

Régis SALIC ; Michel PADONOU.

### Suppléants sans voix délibérative :

Corinne CHAILLEUX.

### Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

*Néant.*

### Absents excusés:

Frédéric AUGIS ; Armelle AUDIN ; Michel GILLOT ; Patrick LEFRANCOIS ;  
Laurent RAYMOND ;

### Secrétaire de séance :

Armelle GALLOT-LAVALLEE

C1 25/03/01 – INSTITUTIONS – ADOPTION DU PROCES VERBAL DU  
COMITE SYNDICAL DU 06 MARS 2025

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, présente le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 06 mars 2025.

Le procès-verbal du Comité syndical du 06 mars 2025 est rédigé comme suit :

### **COMITÉ SYNDICAL DU 06 MARS 2025**

Convocations adressées le : Mercredi 26 février 2025

Nombre de délégués titulaires présents : 07

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01

Nombre de pouvoirs attribués : 0

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 08

Nombre de titulaires en exercice : 14

#### **Titulaires présents :**

Christophe BOULANGER ; Emmanuel DENIS ; Christian GATARD ; Patrick LEFRANCOIS ; Franck MAZET ; Brigitte PINEAU ; Laurent RAYMOND.

#### **Suppléants à voix délibérative :**

Evelyne DUPUY.

#### **Suppléants sans voix délibérative :**

Amin BRIMOU ; Pascale DEVALLEE ; Nathalie SAVATON.

#### **Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :**

*Néant.*

#### **Absents excusés:**

Olivier CONTE ; Armelle GALLOT-LAVALEE ; Michel GILLOT ; Sébastien MARAIS.

#### **Secrétaire de séance :**

Evelyne DUPUY.

Le Comité Syndical débute ses travaux à 16h10.

### ❖ **ADOPTION DU PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 05 FEVRIER 2025**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 05 février 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'adopter le procès-verbal du Comité syndical du 05 février 2025.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

### ❖ **DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE 2025**

Monsieur Christian GATARD, 2ème Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, le Comité syndical doit débattre des orientations budgétaires du budget primitif pour l'année 2025 et présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Ce rapport a été présenté aux délégués et fait l'objet d'une délibération C 25/02/05 au Comité syndical du 05 février 2025.

Monsieur Christian GATARD, 2ème Vice-Président délégué aux Finances, a exposé le rapport de débat d'orientation budgétaire aux délégués.

Monsieur Pierre MAUHIN, Directeur des Finances, a précisé à l'appui de Monsieur Emmanuel DENIS, Président, qu'il y aurait une économie de 40 millions de faite par rapport aux prévisions initiales.

Il a également précisé que le taux moyen d'endettement s'élevait à 3,89, ce qui correspond au taux du livret A. À titre de comparaison, le SMT s'est endetté à hauteur de 300 millions d'euros pour la ligne 1. Au 1er janvier 2025, il restait 203 millions à rembourser, et aujourd'hui 234 millions, en raison des emprunts contractés pour la ligne 2, le remboursement de l'avance de l'État pour la période COVID, ainsi que pour le financement des équipements de transport.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires dans le cadre de la préparation budgétaire de l'exercice 2025.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**



Monsieur Emmanuel DENIS a précisé que le réseau allait subir deux années de travaux, il qu'il allait donc falloir essayer de minimiser les impacts. Cette baisse de recette rentre en compte dans le cadre du renouvellement de la délégation de service public.

**❖ APPROBATION D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL ENTRE EIFFAGE CONSTRUCTION, EIFFAGE ROUTE ET LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE RELATIF AU REGLEMENT AMIABLE DE DIFFERENDS DANS LE CADRE DU MARCHE 22003T01**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a laissé la parole à Madame Soazic LE GUEN, Directrice du Syndicat des Mobilités de Touraine, afin de présenter le rapport suivant :

Le Syndicat des Mobilités de Touraine a conclu un marché négocié de travaux (n°22003T01) mono attributaire à un groupement d'entreprises conjoint constitué de EIFFAGE CONSTRUCTION (en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint), et EIFFAGE ROUTE, ayant pour objet la réalisation d'une station de recharge GNC sur le dépôt Fil Bleu à Saint-Pierre-des-Corps – Lot 1 : voiries réseaux divers/Génie civil/ 2nd Œuvre.

Le marché a été notifié le 26 avril 2022 pour un montant de 542 567,12 € HT réparti comme suit :

Eiffage Construction : 390 358,04€.

Eiffage Route : 152 209,08 € HT.

Par ordre de service n°1, les prestations ont démarré le 2 mai 2022 pour une durée de 9 mois.

Les ordres de service n°2 et 3 ont été notifiés le 16 août 2022 à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION pour des prestations complémentaires (base vie Chantier) et des montants respectifs de 18 416,77 € HT et 8 484,37 € HT.

L'avenant 1 au marché, notifié le 11 mai 2023, intègre les OS 2 et 3 porte ainsi le montant du marché de 542 567,12 € HT à 569 468,26 € HT.

L'ordre de service n°4 a été notifié le 16 août 2022 à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION pour un montant de 1 396,50 € HT. Il porte sur des prestations supplémentaires concernant l'envoi en filière ISDND des terres polluées.

Par ordre de service n° 5, notifié le 9 février 2023, le délai des travaux a été prolongé de 2 mois.

L'ordre de service n° 6 notifié le 21 avril 2023 porte sur des plus et moins-value divers fin de chantier et sur des prestations supplémentaires relatives aux plaques caniveau d'un montant de 17 580,36 € HT.

Les prestations complémentaires prévues par les OS 4 et 6 n'ont pas été intégrées dans un avenant 2 alors qu'elles auraient dû l'être conformément aux règles applicables afin de permettre de contractualiser ces prestations dans le cadre du marché.

De même, le décompte général définitif (DGD) qui reprend les prestations supplémentaires des OS 4 et 6 a été signé le 30 juin 2023 et notifié aux parties, par conséquent le SMT ne peut plus faire un avenant 2 intégrant ces 2 OS, et ne peut pas payer les prestations supplémentaires qu'il a pourtant demandées et qui ont été réalisées par le groupement.

Les prestations complémentaires issues des OS 4 et 6 qui n'ont pas été entérinées par un avenant 2 au marché alors qu'elles auraient dû l'être se décomposent comme suit :

- 8 591,21 € HT au profit d'Eiffage Construction
- 13 535,53 € HT au profit d'Eiffage Route

Les prestations ne peuvent pas être payées dans les règles du marché puisque les parties ont signé un décompte général définitif avant de signer un avenant actant le prix des prestations complémentaires.

Les parties se sont donc rencontrées une première fois le 28 novembre 2024 pour trouver une solution amiable permettant de régler le solde de l'avenant 1 et les prestations découlant des OS 4 et 6 qui ont été réalisées sans avenant au marché.

Elles ont estimé qu'il convenait de régler hors marché le montant suivant des factures reçues en novembre 2023, après la signature du DGD et en l'absence d'avenant 2 au marché. Le montant dû par le SMT est de 22 126,74 € HT décomposé comme suit :

- 8 591,21 € HT au profit d'Eiffage Construction
- 13 535,53 € HT au profit d'Eiffage Route

Dans l'esprit des circulaires recommandant le recours à la transaction, notamment pour solder les comptes des marchés publics (circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits NOR : PRMX 1109903C, et circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique NOR : ECEM0917498C), les parties se sont donc rencontrées en vue d'analyser la requête et d'évaluer la recevabilité contractuelle des demandes. Ainsi, le groupement d'entreprises conjoint constitué de EIFFAGE



CONSTRUCTION et EIFFAGE ROUTE a accepté la proposition du Syndicat des Mobilités de Touraine arrêtée comme suit.

Compte tenu des concessions réciproques consenties, les parties ont décidé de résoudre leur différend sur les bases arrêtées par le présent protocole transactionnel.

Une fois signé, le protocole vaudra transaction conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil. En conséquence, il aura entre les parties l'autorité de la chose jugée.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'accorder le versement de :
  - 8 591,21 € HT au profit d'Eiffage Construction
  - 13 535,53 € HT au profit d'Eiffage Routepour le règlement des désordres et des différends ;
- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité, à signer ledit protocole, à effectuer tous actes, toutes démarches et à signer tous documents afférents à la mise en œuvre et à l'exécution de la présente délibération.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

#### **❖ ADHESION DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE AU RESEAU VÉLO ET MARCHE**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a laissé la parole à Madame Agnès THIBAL, Responsable du service Ecomobilité, afin de présenter le rapport suivant :

Créé en 1989 par dix villes pionnières, le Club des Villes et Territoires Cyclables rassemblait en 2024 plus de 2000 collectivités territoriales représentant plus de 40 millions d'habitants. Créée en 1999, l'association Vélo & Territoires était un réseau national de plus de 150 collectivités mobilisées pour développer l'usage du vélo dans tous les territoires.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, ces deux associations ont fusionné pour former le Réseau Vélo et Marche dont l'objet est de créer une dynamique entre les villes françaises et d'Europe, afin d'agir pour faciliter, sécuriser et développer la circulation des cyclistes et marcheurs, notamment en milieu urbain.

L'action du Réseau Vélo et Marche s'articule autour de quatre axes :

1. Favoriser les échanges d'informations et d'expérience sur les politiques cyclables et marchables dans les agglomérations.

2. Etre l'interprète des collectivités locales auprès de l'Etat pour la mise en œuvre d'une politique nationale en faveur des mobilités actives.
3. Ouvrir le dialogue avec toutes les parties prenantes (Etat, industrie du cycle, associations d'usagers) pour faire évoluer la réglementation.
4. Mutualiser les expertises techniques en réalisant des études thématiques et de la veille.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine adhère depuis 2018 au Club des Villes et Territoires Cyclables et depuis 2022 à Vélo & Territoire.

Adhérer au Réseau Vélo et Marche permet au Syndicat des Mobilités de Touraine de participer à un réseau national dynamique, de partager des analyses et des expériences, d'avoir accès à un centre de ressources et de prospective afin de poursuivre le développement d'une politique cyclable répondant aux enjeux de mobilité et de protection de l'environnement et de la santé.

L'adhésion au Réseau est soumise à cotisation. La cotisation du Syndicat des Mobilités s'élève pour l'année 2025 à 2 925 € HT.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider d'adhérer à l'association « Réseau Vélo et Marche » en qualité de membre partenaire pour un montant de 2 925 € HT pour l'année 2025 ;
- de désigner Monsieur Michel GILLOT comme élu titulaire et Madame Armelle GALLOT-LAVALLEE comme élue suppléante ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tout acte pris en exécution de la présente délibération

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

#### **❖ CONVENTION D'ORGANISATION DES BALADES A VELO DE L'ACCUEIL VELO ET RANDO**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a laissé la parole à Madame Agnès THIBAL, Responsable du service Ecomobilité, afin de présenter le rapport suivant :

Conformément aux priorités du Plan de Déplacements Urbains qui propose de « *faire des modes actifs une solution au quotidien* », le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite favoriser la pratique du vélo sur son territoire.



L'Accueil Vélo et Rando, équipement du Syndicat des Mobilités de Touraine, propose ainsi des animations régulières permettant de répondre aux préoccupations quotidiennes des cyclistes (animations contre le vol, sur l'éclairage...) et de promouvoir l'usage du vélo comme mode de déplacement quotidien (ateliers mécaniques, animations autour des applications de géo-guidage...).

Le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite compléter ces animations réalisées par l'équipe de l'Accueil Vélo et Rando par des balades à vélo encadrées par des guides-conférenciers professionnels afin de garantir des conditions optimales d'accueil du public et de sécurité. L'objectif est de proposer aux habitants comme aux visiteurs une découverte de la pratique du vélo par les loisirs et de promouvoir notre territoire comme une destination vélo de premier plan.

L'Office de Tourisme et des Congrès de Tours dispose d'une solide expérience tant dans l'organisation de balades vélos encadrées par des animateurs diplômés que dans la promotion de la pratique du vélo.

C'est pourquoi le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite confier à l'Office de Tourisme de Tours l'organisation d'un programme de balades à vélo pour l'année 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider de confier à l'Office de Tourisme de Tours l'organisation des 9 balades à vélo de l'Accueil Vélo et Rando pour l'année 2025.
- de décider d'allouer à l'Office de Tourisme de Tours la somme de 2 658,33 € HT nécessaire à l'organisation des balades.
- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité, à signer la convention avec l'Office de Tourisme pour l'organisation de ces balades ainsi que tout acte afférant à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

**❖ CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT POUR CONDUIRE UNE ÉTUDE PRÉ-OPÉRATIONNELLE POUR LA RÉALISATION DE PASSERELLES MODS ACTIFS SUR L'AUTOROUTE A10 ENTRE LOIRE ET CHER.**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a laissé la parole à Madame Soazic LE GUEN, Directrice du Syndicat des Mobilités de Touraine, afin de présenter le rapport suivant :



Dans la poursuite du travail partenarial engagé pour la décarbonation des autoroutes A10 et A85, concrétisé par la signature de la convention « autoroutes bas carbone » (Convention ABC) en 2021, le Syndicat des Mobilités de Touraine, Tours Métropole Val de Loire et Cofiroute souhaitent s'associer pour conduire une étude pré-opérationnelle pour la réalisation de passerelles modes actifs au-dessus de l'autoroute A10 entre Tours et Saint-Pierre-des-Corps.

En effet, la convention ABC a pour objet de se décliner en conventions opérationnelles pour atteindre ses objectifs. À ce jour, trois conventions opérationnelles sont signées : la première pour conduire l'étude de préfiguration pour l'échangeur de Rochepinard, la deuxième pour conduire les études pour la réalisation de sept pôles d'échanges multimodaux, et la troisième pour le développement du photovoltaïque sur et aux abords des autoroutes A10 et A85.

La convention autoroutes bas carbone prévoit particulièrement la création de passerelles au-dessus de l'autoroute A10 de manière à favoriser les déplacements doux et à réduire son effet frontière. Cette étude a pour objet de proposer des solutions de franchissement de l'autoroute A10 pour les piétons et les vélos, en lien étroit avec le schéma cyclable métropolitain VELIVAL et le Plan de Mobilité. Il s'agit d'améliorer l'intégration urbaine de l'autoroute sur la traversée des secteurs urbains denses et ainsi d'améliorer les conditions de vie des riverains.

Le SMT est associé à la démarche pour garantir la bonne cohérence des études avec le plan de mobilité.

Cette étude comportera une analyse comparée de trois scénarios de passerelles aux endroits les plus stratégiques entre Loire et Cher au-dessus de l'autoroute A10. Il s'agit de proposer le franchissement le plus pertinent en fonction du potentiel de flux, de simplicité de réalisation et de coût des travaux.

La présente étude se déroulera en trois temps :

1. Étude préliminaire d'analyse des trois scénarios
2. Hiérarchisation des scénarios sur la base de critères techniques et financiers
3. Obtention de l'ensemble des autorisations administratives

Il conviendra de :

- Déterminer les conditions de réalisation opérationnelle du scénario privilégié (contraintes techniques, foncières et environnementales, procédures applicables, dévoiement des réseaux, etc.)
- Affiner le calendrier prévisionnel et le coût de réalisation de cet aménagement

Une première partie concernera les études environnementales et la concertation : examen au cas par cas, évaluation environnementale, étude d'impact (y compris toutes les études environnementales), enquête publique, mise en compatibilité du PLU, loi sur l'eau, archéologie préventive, concertation au titre du code de l'urbanisme, etc. Ceci afin d'obtenir l'ensemble des autorisations administratives.

Une deuxième partie concernera les études techniques :

- Une analyse de l'infrastructure existante (étude géotechnique, de géométrie, repérage et dévoiement des réseaux, étude du foncier)
- Une étude du trafic comportant l'analyse des déplacements actuels et projetés sur l'ensemble du secteur concerné, permettant de s'assurer de l'opportunité du projet notamment au regard de l'objectif d'améliorer l'usage des modes doux.
- Une étude de faisabilité technique et financière permettant d'analyser les différentes solutions d'aménagement sous forme d'une analyse multicritères, et d'approfondir celle retenue.
- Toutes les études techniques nécessaires à la réalisation de l'AVP, l'obtention de la DUP et l'autorisation environnementale.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat pour engager avec Tours Métropole Val de Loire et Cofiroute les études pré-opérationnelles pour la réalisation de passerelles modes actifs sur l'Autoroute A10 entre Loire et Cher ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à cette délibération.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

#### ❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITÉ AU 4 RUE FERDINAND BUISSON A LA RICHE

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

L'indivision TOULOUSY TREFFANDIER est propriétaire des parcelles cadastrées AP 235 et AP 236, dont une emprise de 375m<sup>2</sup> situées sur ces deux parcelles est concernée par le projet de la deuxième ligne de tramway.

Deux bâtiments sont implantés sur ces emprises de terrain, un garage et une grange.

Ainsi, en parallèle de l'acquisition, des travaux de reconstitution seront à prévoir aux frais du Syndicat des Mobilités de Touraine, relatifs à la reconstruction d'un mur d'enceinte identique à l'existant, la pose d'un nouveau portail métallique automatisé, la démolition et la reconstruction de la grange, la restitution de l'éclairage, des arrivées d'eaux et de gaz existantes, ainsi que de l'évacuation des eaux pluviales, le ré engazonnement de l'emprise concernée par les travaux et la restitution de plantes et arbustes.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé cette emprise le 26 novembre 2024 à 147 000 €.



Une proposition a été faite par le Syndicat des Mobilités de Touraine le 4 décembre 2024, d'un montant de 158 490 € net vendeur, avec la réalisation des travaux de reconstitution cités ci-dessus, aux frais du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Cette proposition a été acceptée par l'ensemble des indivisaires suivant courrier du 2 janvier 2025.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'approuver l'acquisition d'une emprise d'environ 375m<sup>2</sup>, à détacher des parcelles cadastrées AP 235 et AP 236, propriété de l'indivision TOULOUSY-TREFFANDIER, située au 4 rue Ferdinand Buisson à la Riche, au prix net vendeur de 158 490 €, avec prise en charge des travaux de reconstitution par le Syndicat des Mobilités de Touraine,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer les actes authentiques afférents à cette transaction immobilière.
- de dire que les frais de géomètre et d'actes notariés liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

**❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE AU 110 RUE DE LA MAIRIE LOT 8 A LA RICHE**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Madame Jacqueline GAL est propriétaire d'un garage situé au 110 rue de la Mairie à la Riche, au sein d'un immeuble en copropriété, édifié sur la parcelle cadastrale AP 435.

Ce garage est constitutif du lot 8 et représente 1000/10 000èmes.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé du 18 novembre 2024, à 16 000 €.

Une proposition a été faite sur cette base par le Syndicat des Mobilités de Touraine le 18 avril 2024, à laquelle la propriétaire a répondu par une contre-proposition d'un montant de 19 000 €.

En réponse, le Syndicat des Mobilités de Touraine a adressé une nouvelle offre d'un montant de 17 600 €, qui a été acceptée par la propriétaire le 30 octobre 2024, tout en sollicitant une date de libération des lieux au plus tard en avril 2025.

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de Madame GAL du bien sis à La Riche, 110 rue de la Mairie, cadastré section AP numéro 435, lot n°8 au prix net vendeur de dix sept mille six cents euros (17 600 €),
- de dire que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

❖ **CONTRAT D'OCCUPATION TEMPORAIRE ENTRE LE SMT ET SNCF GARES & CONNEXIONS POUR L'INSTALLATION ET LE FONCTIONNEMENT DES VALIDEURS DE QUAI DES GARES DE L'INTEGRATION TARIFAIRE DU RESSORT TERRITORIAL DU SMT**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Le SMT travaille avec la Région Centre-Val de Loire à la fluidité et la complémentarité des réseaux Fil Bleu et REMI. Ce rapprochement est aujourd'hui visible avec la mise à disposition du titre combiné Rémi Zen Multi et du support billettique commun JV Malin.

Sachant que ces deux dispositifs n'étaient qu'un premier jalon vers une plus grande interopérabilité des réseaux, le SMT, à l'exemple d'autres territoires, se positionne aujourd'hui pour proposer, sur son ressort territorial, l'intégration tarifaire.

Cette nouvelle offre donne la possibilité aux détenteurs de M-Ticket et abonnements Fil bleu d'emprunter, sur le territoire métropolitain, sans surcoûts, le train organisé par la Région.

Dans un premier temps 10 gares seront concernées par cette nouvelle offre qui sera mise en place au second semestre 2025 sur les communes de : Ballan, Druyes, Joué-lès-Tours, La Douzillière, La Membrolle-sur-Choisille, Notre-Dame d'Oé, Saint-Genouph, Saint-Pierre-des-Corps, Savonnières et Tours.

Une onzième gare viendra s'ajouter à ce dispositif en décembre 2025 dans le cadre du projet de Service Express Régional Métropolitain avec la réouverture de la Gare de Saint-Cyr-sur-Loire.



Souhaitant garder le même geste de validation que sur le reste du réseau et pouvoir comptabiliser le nombre de passagers le SMT propose d'installer 25 valideurs de quai sur l'ensemble des gares concernées par cette nouvelle offre.

Pour ce faire et sachant que le domaine public ferroviaire concerné par cette installation est du ressort de la SA SNCF GARES & CONNEXIONS, Le SMT sollicite ladite entreprise pour l'autoriser à installer les équipements de validation et préparer leurs installations.

La présent contrat d'occupation temporaire soumis à votre délibération vise à permettre l'installation et le fonctionnement des valideurs opérés par le SMT sur le domaine public du ressort de la SA SNCF GARES et CONNEXIONS. Il définit les conditions financières des prestations de Génie Civil effectuées sous maîtrise d'œuvre de la SA SNCF GARES & CONNEXIONS pour permettre l'installation et l'alimentation des valideurs. Cette prestation est évaluée forfaitairement à 63 890,53 euros par la SA SNCF GARES & CONNEXIONS. Le montant définitif des prestations effectuées par la SA SNCF GARES et CONNEXIONS ne pourra pas dépasser 10 % du montant du devis initial.

Il présente également les conditions opérationnelles et financières de fonctionnement de ces équipements sur la durée du contrat établie à 5 ans. Sur la première année le montant des redevances, charges, impôts et taxes est évalué à 3050 euros HT.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1er Vice-Président, a pris la parole pour informer l'ensemble des délégués que des réunions seront prochainement organisées avec la SNCF dans le but de renommer les différents arrêts autour de la gare de Tours, afin de mettre en place une logique de pôle multimodal d'échanges.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer le contrat d'occupation temporaire joint en annexe et tout document afférent.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

#### **❖ INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Au regard de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et par délibération en date du 30 mai 2023, le Comité syndical a décidé de confier une

partie des attributions de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de ces articles, il appartient au Président de rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses attributions et de cette délégation.

➤ **Signature des arrêtés suivants :**

- **Arrêté 2025-02** : Cession autobus 320.
- **Arrêté 2025-03** : délégation de fonction à Monsieur Christophe BOULANGER en qualité de représentant du Président lors des négociations avec les candidats retenus dans le cadre de la procédure de concession de service public pour la gestion des services de mobilité du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **Arrêté 2025-04** : délégation de fonction à Monsieur Christophe BOULANGER en qualité de représentant du Président dans le cadre de la procédure de concession de service public relative à la mise à disposition, à l'entretien et à la maintenance de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires.
- **Arrêté 2025-05** : cession minibus 203.

➤ **Signature des marchés par le Syndicat des Mobilités de Touraine suivants :**

Numéro de marché	Attributaire	Objet	Montant en € HT	Date de notification
24TR004	BTP CONSULTANTS	Mission de coordination SPS de niveau II relative aux travaux d'extension des installations de distribution Gaz_Station de compression GNC	4950.00 € HT	24/01/2025
24TR005	BTP CONSULTANTS	Mission de contrôle technique (L, LE, STI) relative aux travaux d'extension des installations de distribution GAZ_Station de compression GNC	7 000.00 € HT	24/01/2025



Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.

**Le Comité Syndical a adopté à l'unanimité.**

Monsieur Laurent RAYMOND a pris la parole pour souligner les problèmes rencontrés avec le service PONY. Il a d'abord évoqué un souci de cartographie, avec des zones identifiées par l'application et d'autres non. Il a également mentionné des problèmes de facturation. Alors que 12 vélos étaient prévus pour l'année 2024, 25 vélos apparaissent actuellement sur l'application, ce qui ne correspond pas à la convention initiale.

Agnès THIBAL, responsable du service Ecomobilité, a répondu en indiquant que, d'un point de vue positif, le service a dépassé les 100 000 trajets depuis son lancement, ce qui témoigne de son efficacité. De plus, 600 vélos seront bientôt ajoutés à la flotte, répartis entre les communes. Elle a précisé que le SMT se rapprochera des 6 communes qui n'ont pas encore participé, afin d'inclure l'ensemble du territoire dans ce projet. Concernant les problèmes liés aux stations, elle a invité les communes à s'adresser directement à PONY, ou à lui transmettre leurs retours pour qu'elle les relaye auprès de PONY.

Monsieur Laurent RAYMOND a précisé que seuls les emplacements matérialisés au sol étaient prévus dans la convention, et que les arceaux n'en faisaient pas partie.

Agnès THIBAL a répondu que si les communes ne souhaitent plus permettre aux usagers de stationner sur les arceaux, ceux-ci seront retirés et le stationnement ne sera plus possible à ces endroits.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1er Vice-Président, a demandé si une visite de terrain avait été réalisée, précisant que si le problème persistait, des mesures appropriées seraient prises.

Patrick LEFRANCOIS a pris la parole pour exprimer sa perplexité quant à la décision de contacter 6 nouvelles communes, alors que Notre-Dame d'Oé attend depuis deux ans la réception de vélos, bien qu'elle soit déjà inscrite.

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a souligné qu'il serait important de revoir et valider le plan de déploiement avec PONY.

Agnès THIBAL a répondu que le SMT ne dispose pas d'outil de supervision, hormis l'application elle-même. Elle a également précisé que la stratégie de PONY est de recharger les stations là où le service fonctionne bien. Elle a conclu en mentionnant le lancement du baromètre cyclable de la FUB, encourageant les administrés à répondre à ce questionnaire.

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a remercié les délégués et a levé la séance.

**Le Comité s'est achevé à 17 heures.**

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.

**Le Comité Syndical a adopté à l'unanimité.**

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

- **ADOpte** le procès-verbal du Comité syndical du 06 mars 2025.

**Le Comité syndical adopte à l'unanimité.**

**Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,**

Le secrétaire de séance,   Armelle GALLOT LAVALLEE	Pour le Président et par délégation, la Directrice,   Soazic LE GUEN
--	---